Document généré le 25 avr. 2024 22:29

Études internationales

CORTEN, Olivier et Barbara DELCOURT (dir.). *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre du Kosovo*. Bruxelles, Bruylant, Université Libre de Bruxelles, 2001, 310 p.

Lincoln Bizzozero

Volume 33, numéro 3, 2002

URI : https://id.erudit.org/iderudit/704453ar
DOI : https://doi.org/10.7202/704453ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Bizzozero, L. (2002). Compte rendu de [CORTEN, Olivier et Barbara DELCOURT (dir.). *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre du Kosovo*. Bruxelles, Bruylant, Université Libre de Bruxelles, 2001, 310 p.] *Études internationales*, *33*(3), 572–573. https://doi.org/10.7202/704453ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

le régime d'apartheid en Afrique du Sud ne s'expliquait pas par la lutte pour le contrôle des ressources minières. Bref, il faut savoir modération et pondération garder dans l'analyse des conflits. La saisie combinée des rationalités à l'œuvre dans les conflits est une chance de salut pour l'explication.

Luc SINDJOUN

Science politique
Université de Yaoundé II

Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre du Kosovo.

CORTEN, Olivier et Barbara DELCOURT (dir.). Bruxelles, Bruylant, Université Libre de Bruxelles, 2001, 310 p.

Cet ouvrage qui reprend l'essentiel d'une journée d'études, organisée par Olivier Corten et Barbara Delcourt de l'Université Libre de Bruxelles est remarquable du point de vue de l'optique choisie et des problèmes méthodologiques et conceptuels posés. Pour ce qui est de l'optique qui parcourt l'ouvrage, nous pouvons signaler qu'elle s'attache à confronter l'hypothèse théorique d'une recomposition des modes de gouvernement et de légitimité à un exemple empirique comme est la guerre du Kosovo. Les coordonnateurs du colloque et éditeurs de l'ouvrage se centrent dans le problème de la légitimation comme instrument de construction d'une réalité nouvelle en droit international et dans les relations internationales. L'aspect fondamental à développer est la part du droit dans la construction de la légitimation et partant de la nouvelle réalité.

D'une perspective générale, l'optique choisie, confronte le rôle du droit dans les relations internationales. De ce point de vue, l'important n'est pas la légalité de la guerre ou les aspects formels et institutionnels de la décision, mais plutôt la place qu'y occupe le droit dans la construction de ce qu'on connaît comme « nouvel ordre international » En fait, tout changement des rapports de force implique immédiatement une adéquation des règles de droit, mais il est important de visualiser et analyser le processus même de construction et de légitimation de ce nouveau scénario. C'est cette perspective qui est adoptée par les différentes contributions reprises dans ce livre, un des aspects à remarquer.

En s'attachant de cette manière au problème méthodologique, il est important de se demander comment la guerre a été justifiée plutôt que de se prononcer sur la légitimité de l'action politique considérée. À cet égard, il est intéressant de lire dans les différentes analyses les difficultés posées par le nouveau scénario international à ceux qui sont responsables de sa construction. En effet, le noyau de cette démarche tient compte du fait que le déclenchement d'une guerre concerne l'un des pouvoirs les plus fondamentaux de l'État, mais en même temps on constate que l'élaboration de la politique étrangère est décidée pour une part significative à un niveau supranational. Cet aspect permet de relier les circonstances de la décision prise par l'OTAN d'intervenir au Kosovo et l'évolution de la Politique extérieure et de sécurité commune où chaque État européen doit justifier ses actions devant sa société et son opinion publique. Mais les décisions sont prises de plus en plus au niveau supranational.

Il est intéressant de signaler un aspect souvent oublié concernant les antécédents académiques d'un ouvrage. En ce qui concerne celui-ci, les coordonnateurs insèrent les avancées conceptuelles dans le cadre de l'intégration politique européenne, ainsi que dans la recomposition des modes de gouvernement et de légitimité qu'elle implique. Cette recherche est menée depuis 1998 par une équipe interdisciplinaire de chercheurs de l'Institut d'études européennes et du Centre de droit international et de sociologie appliquée au droit international de l'Université Libre de Bruxelles. Du point de vue des chercheurs scientifiques, on peut se réjouir de constater les avancées des recherches interdisciplinaires face à un « monde globalisé » qui contraint de plus en plus à des réponses face aux différents défis d'une évolution sans frein...

Les différentes contributions s'attachent au problème en analysant le discours justificatif au niveau international et dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN, le rôle de l'Europe et de l'OTAN, les ambiguïtés de la référence au droit international et à la « communauté internationale » comme référence, et les rapports entre le droit, la politique et la morale en analysant en particulier le discours des parlementaires belges. Bien que cet ouvrage porte à réfléchir, l'on remarquera les conclusions de Jean Salmon sur le rôle du droit dans la construction du nouvel ordre. En résumé, Jean Salmon se montre très critique avec le pouvoir politique et son manque de cohérence dans la construction des discours justificatifs.

Ouvrage remarquable par la problématique posée et l'optique méthodologique choisie, on peut s'attendre à d'autres ouvrages de ce genre surtout après les évènements que nous connaissons et qui nous obligent à de nouveaux efforts pour contribuer comme académiciens à la construction d'un nouveau monde.

Lincoln BIZZOZERO

Université de la République, Uruguay

Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century.

GURR, Ted Robert. Washington, United States Institute of Peace Press, 2000, 399 p.

L'ouvrage de Ted R. Gurr, dont on connaît les travaux de politologie notamment ceux centrés autour de la violence et des conflits ethniques, prend appui sur un projet mené autour de la tension conflictuelle générée dans les sociétés de pluralisme ethnique dans le monde. Ce projet, mené au Center for International Development de l'Université du Maryland est typique des analyses propres à l'approche « quantitativiste » en relations internationales. Recensant 275 conflits de par le monde, déclinant la conflictualité et son intensité en paramètres mesurables donnant lieu à un traitement statistique, le but de l'exercice est autant d'indiquer les facteurs entrant dans la constitution des revendications portées par des minorités nationales ou culturelles que de mesurer les variables susceptibles d'être mises en action afin de régler et surtout de prévenir les conflits à forte tonalité identitaire.

L'ouvrage est structuré de manière originale en huit chapitres qui analysent autant de thématiques relatives aux minorités prises dans des